

IRF – PROJECT DOCUMENT



United Nations Peacebuilding Support Office (PBSO)/  
Peacebuilding Fund  
(PBF)



<p><b>Project Title:</b> Appui à la Facilitation internationale du dialogue Politique en Guinée dans le cadre de la préparation des élections législatives</p>	<p><b>Recipient UN Organization(s):</b> UNDP</p>
<p><b>Project Contact:</b> Metsi Makhetha Directrice pays- Programme PNUD BP : 222, Conakry, Guinée Tel : 224 62355475 E-mail : metsi.makhetha@undp.org</p>	<p><b>Implementing Partner(s):</b> UNDP, ONUWA and Search for Common Ground</p>
<p><b>Project Number:</b> <i>(To be completed by UNDP MPTF Office)</i></p>	<p><b>Project Location:</b> Conakry</p>
<p><b>Project Description:</b> Ce projet vise à doter le facilitateur international désigné par les Nations Unies sur demande des acteurs guinéens des moyens en ressources humaines et financières nécessaires en vue d'accomplir son mandat de facilitation du dialogue entre le Gouvernement Guinéen, la mouvance présidentielle et l'opposition. Cet appui contribuera à baisser les tensions politico-sociales et à créer les conditions pour la conclusion d'un accord politique et la tenue des élections législatives libres, transparentes, sécurisées, inclusives et apaisées mettant ainsi fin à la transition politique en Guinée. Il vient en complément des activités du projet d'appui à la médiation internationale, telle que mise en place en 2010 pour les élections présidentielles.</p>	<p><b>Total Project Cost:</b> 1 291 591 USD <b>Peacebuilding Fund:</b> 1 291 591 USD <b>Government Input:</b> Ressources Humaines <b>Other:</b> <b>Total:</b> 1 291 591 USD <b>Project Start Date and Duration:</b> Juillet à Décembre 2013 (6 Mois)</p> <div style="text-align: right; border: 2px solid black; padding: 5px; width: fit-content; margin: 10px auto;"> <p style="font-size: 2em; margin: 0;">RECEIVED</p> <p style="font-size: 1.2em; margin: 0;">JUL 10 2013</p> <p style="margin: 0;">By _____</p> </div>
<p><b>Gender Marker Score:</b> 2</p>	
<p><b>PBF Outcomes:</b> le projet correspond au domaine prioritaire 2 Activités qui répondent au besoin de renforcement du processus de consolidation de la Paix à travers le Domaine prioritaire de la réconciliation nationale du Fonds de consolidation de la paix. Il consiste à soutenir des activités de facilitation du dialogue national entre les acteurs politiques guinéens en vue d'obtenir des consensus aidant à atténuer les tensions politiques et sociales pour contribuer à créer l'environnement pour la tenue des élections législatives apaisées</p>	

<sup>1</sup> The PBSO monitors the inclusion of women and girls in all PBF projects in line with SC Resolutions 1325, 1612, 1888, 1889.

<sup>2</sup> PBF specific outcome areas: 1 Security Sector Reform; 2 Rule of Law; 3 (DDR); 4 Political dialogue for Peace Agreements; 5. National reconciliation; 6. Democratic governance; 7. Management of natural resources (including land); 8. Short-term employment generation; 9. Sustainable livelihoods; 10. Public administration; and 11. Public service delivery (including infrastructure)

### **Project Outputs and Key Activities:**

Les activités visent à assurer l'appui des Nations Unies au Dialogue Politique en Guinée à travers le rôle du facilitateur international et l'apport d'expertise technique au processus par le biais d'une équipe technique qui sera mobilisée en fonction des besoins. Ceci sera accompagné par des actions aidant à rétablir la confiance entre les groupes d'intérêts politiques en Guinée en vue de la création d'un environnement pacifique nécessaire pour la conclusion d'un accord politique et la conduite des élections et pour poser les jalons d'une paix durable.

### **Produits et activités clés :**

**Produit 1 : La Facilitation dispose d'une équipe technique à Conakry pour appuyer de façon continue le dialogue entre les acteurs politiques guinéens afin de conduire à des élections législatives libres, transparentes, sécurisées, inclusives et apaisées.**

- Organisation des déplacements sur Conakry avec une équipe de soutien technique
- Organisation de rencontres avec les autorités gouvernementales y compris le Chef de l'État, les Co-facilitateurs nationaux, et les principaux acteurs
- Déploiement d'une équipe d'assistance technique pour la facilitation du dialogue (facilitation, dialogue, médiation, élections)

**Produit 2 : Les femmes et les médias sont outillées pour apporter leurs capacités de médiation au service du dialogue et du travail de facilitation.**

- Mise en place d'un cadre de concertation et d'action des femmes pour la paix et l'unité nationale.
- Formation des femmes en analyse de conflit, médiation, alerte précoce et réponses rapides, et résolution de conflits
- Soutien aux actions des femmes dans le cadre de l'apaisement et la médiation informelle, y inclut les déplacements à l'intérieur du pays.
- Renforcement des capacités des médias et des mouvements sociaux visant à créer un climat de confiance entre les acteurs guinéens en veillant à une participation intégrée des femmes.
- Mise en place et animation d'une plateforme veille (situation room) pour un meilleur suivi des élections par les femmes.

**Produit 3 : Une assistance technique électorale est fournie pour contribuer à la mise en œuvre technique des recommandations issus du dialogue politique**

- Fournir une expertise technique indépendante pour rendre effective les recommandations de l'accord politique au niveau des régions administratives.
- Assurer le suivi de la mise en œuvre des recommandations issues de l'accord en lien avec les acteurs techniques et politiques
- Capitaliser et documenter les leçons apprises par rapport au processus de facilitation.

La facilitation implique des voyages du Facilitateur en Guinée pour conduire les négociations, rencontrer les groupes d'intérêt et suivre les progrès réalisés. Le dialogue au niveau national, déjà programmé par le PBF, devrait s'intégrer dans la facilitation de haut niveau, permettant à tous les groupes d'intérêt d'être partie prenante du processus. Un Conseiller sénior « principal facilitation officer », avec 2 experts issus du staff de UNOWA en Elections, Dialogue et Médiation, appuieront le facilitateur, assisteront le collège de facilitateurs national de dialogue politique. Ils assisteront aussi l'UNCT et la communauté internationale à l'implémentation du processus de dialogue. En outre, 4 Experts Régionaux et un Expert Juridique pour apporter une assistance électorale dans le cadre du suivi des recommandations de l'accord politique. D'autres expertises seront mobilisées en fonction des besoins, notamment un expert genre (ONU/FEMMES/PBSO) et expert en droits de l'homme (HCDH). Par ailleurs, l'accompagnement du cadre de concertation et d'action des femmes pour l'apaisement et la médiation informelle sera assuré avec l'appui de l'ONG Search for Common Ground, compte tenu de son implication à la mise en place de l'initiative.

## PROJECT DOCUMENT COVER SHEET

<i>(for IRF-funded projects)</i>	
<p><b>Representative of National Authorities</b></p> <p><i>Name of Government Representative :</i>  <i>Mohamed Saïd Fofana</i>  <i>Signature</i></p>           <p><i>Title: Premier Ministre, Chef du Gouvernement</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Date &amp; Seal</i></p>	
<p><b>Resident Coordinator (RC)</b></p> <p><i>Anthony Othemeng-Boamah</i></p>           <p><i>Title: Coordonnateur Résident SPNU en Guinée</i>  <i>Représentant Résident du PNUD en Guinée</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Date &amp; Seal</i></p>	<p><b>Peacebuilding Support Office (PBSO)</b></p> <p><i>Judy Cheng-Hopkins, Assistant Secretary General,</i>  <i>Peacebuilding Support</i>  <i>Signature</i></p>           <p><i>Peacebuilding Support Office, NY</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Date &amp; Seal</i></p>
<p><b>Recipient UN Organization(s)</b></p> <p><i>Name of Representative: M Saïd DJINNI</i>  <i>Title: Représentant Spécial du Secrétaire Général</i>  <i>des Nations Unies pour l'Afrique de l'Ouest</i></p>           <p><i>Name of Agency: UNOWA</i></p> <p style="text-align: right;"><i>Date &amp; Seal</i></p>	<p><b>Recipient UN Organization(s)</b></p> <p><i>Name of Representative: Metsi Makhetha, Directrice Pays</i>  <i>PNUD</i>  <i>Signature</i></p>           <p><i>Name of Agency: PNUD</i></p>

**Table of contents:**

**COMPONENT 1: (The "Why")**

- a) Situation analysis, financial gap analysis and assessment of critical peacebuilding needs
- b) Project/ Portfolio justification

**COMPONENT 2: (The "What")**

- a) Project focus and target groups
- b) Theory of changes: linking activities to results

**COMPONENT 3: (The "How")**

- a) Implementation approach
- b) Budget
- c) Sustainability
- d) Risk management
- e) Results framework and monitoring and evaluation

**COMPONENT 4: (The "Who")**

- a) Implementing Agencies and their capacity
- b) Project management arrangements and coordination
- c) Administrative Arrangements

**COMPONENT 5: Annexes**

- Annex A: Donor Mapping in Peacebuilding Strategic Outcome Area/s (including UN agencies) and gap analysis
- Annex B: Mapping of UN Agency Capacity table
- Annex C: Organigram of Project management structures
- Annex D: Target table for outcome and output indicators of the results framework
- Annex E: Project Summary

## **PROJECT COMPONENTS:**

### **COMPONENT 1: (The "WHY")**

#### **a) Analyse de la situation**

Plus de deux ans après la victoire d'Alpha Condé au terme de la première élection ouverte de l'histoire de la Guinée, le pays n'a toujours pas d'Assemblée nationale. Au regard de la situation sur le terrain, l'organisation et la tenue des élections législatives devant mettre fin à la transition politique et institutionnelle s'annoncent compliquées, en raison de la crise de confiance et de divergence de vue entre les acteurs politiques, notamment ceux du pouvoir et de l'opposition sur la gestion du processus électoral ainsi que les tensions ethniques entre différents communautés.

Néanmoins, l'espoir a été relancé lorsque le Chef de l'État a annoncé en fin mars 2013 la mise en place d'un cadre de dialogue permanent sous l'égide du Premier Ministre, Chef du Gouvernement. Ce cadre est actuellement doté d'un collège de facilitateurs composé de la mouvance et de l'opposition et d'un facilitateur international désigné par les Nations Unies. Cette annonce a présagée pour beaucoup de guinéens la reprise du dialogue entre le pouvoir et la classe politique guinéenne en vue d'accords sur les élections. Le Représentant Spécial pour l'Afrique de l'Ouest, Saïd Djinnit a été nommé comme facilitateur le 12 avril 2013.

Un jour après la désignation du facilitateur international, le Président de la République a publié le 13 avril 2013 un décret fixant la date des élections législatives au 30 juin 2013. Cet acte a fait monter la tension notamment au sein de l'opposition qui l'a rejeté, soutenant que la plénière de la CENI n'avait pas été consultée, et que leurs revendications notamment le départ de l'opérateur technique, le vote des guinéens de l'étranger, le bon fonctionnement de la CENI n'ont pas été prises en compte. Le décret du Président de la République fixant la date des élections au 30 Juin 2013, a ainsi eu pour conséquence directe, la suspension de la participation de l'opposition au dialogue politique provoquant ainsi le blocage du dialogue, la multiplication des manifestations de rue, l'exacerbation de la tension politique déjà perceptible depuis deux ans, la radicalisation des positions, le durcissement de la profonde crise de confiance voire de méfiance entre les acteurs politiques, la recrudescence de la violence et l'effritement du tissu social.

Lors des manifestations, les violences se sont multipliées et des cas de morts ont été enregistrés. C'est dans ce climat de tension que l'ensemble des acteurs sous la conduite de la facilitation internationale ont redoublé les efforts dans le cadre du dialogue tenu les 5 et 6 Juin 2013 qui a permis d'aboutir à des préalables pour un accord de sortie de crise. Les ouvertures qui se présentent actuellement, suite au consensus acquis lors du dialogue du 5 et 6 juns et suivant une période de tensions et polarisation accrues ont besoin d'être consolidé rapidement afin d'éviter un revers des gains politiques. Ainsi, il est important de consolider les acquis pour finaliser un accord formel qui permettra d'organiser des élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques.

#### **b) Justification**

Dans le cadre de la réflexion sur l'accompagnement du processus de dialogue politique en Guinée, l'appui porté par une personnalité internationale d'envergure politique et institutionnelle, bénéficiant d'une notoriété incontestée et connaissant presque parfaitement le contexte guinéen a été portée par tous les acteurs de la scène politique guinéenne notamment l'opposition, malgré quelques réticences de la part des autorités gouvernementales pour des questions de souveraineté nationale.

Répondant à la sollicitude de l'opposition guinéenne, le Président de République, Chef de l'État a adressé une demande formelle au Secrétaire Général des NU pour la mise à disposition d'un facilitateur international en vue d'accompagner la guinée dans le processus de dialogue politique. Le Secrétaire Général a ainsi désigné son représentant Spécial pour l'Afrique de l'Ouest en égard.

notamment à son expérience avérée dans la conduite de ce type de mission, son excellente connaissance de la situation et des acteurs politiques guinéens.

Suite à sa nomination en tant que facilitateur international, le SRSG Djinnit a entrepris plusieurs visites à Conakry à ce jour. Les ouvertures qui se présentent actuellement, suite au consensus acquis lors du dialogue du 5 et 6 juin et suivant une période de tensions et polarisation accrues ont besoin d'être consolidé rapidement afin d'éviter un revers des gains politiques. Afin d'assurer une présence permanente sur le terrain, le Département des Affaires Electorales a déployé un Conseiller principal Senior sur les élections avec le conseiller électoral de UNOWA pour être basée de manière semi-permanente à Conakry. Tous les frais liés à la facilitation ont jusqu'à présent été couverts par le budget ordinaire de l'UNOWA.

Le budget d'UNOWA est attribué en fonction de son mandat qui couvre les 16 pays du sous-région. Ce budget permet le SRSG à se déplacer régulièrement avec ses conseillers techniques afin de mener les missions de bons offices dans tous les pays où il y a un besoin. Le budget nécessaire pour maintenir une facilitation permanente avec une équipe sur place n'était pas planifié dans les activités du bureau. Ainsi, l'allocation des ressources régulières d'UNOWA pour la facilitation en Guinée pourrait avoir un impact négatif sur les actions de prévention dans les autres pays de la sous-région. C'est ainsi qu'un budget spécifique pour la Guinée est nécessaire pour rapidement répondre aux tensions sociopolitiques dans le pays et consolider les gains récents.

Il est prévu qu'au cours des prochains mois, il soit nécessaire de maintenir un engagement accru en Guinée, ce qui nécessitera des efforts non seulement en termes de temps, mais aussi en termes de ressources. Il s'agira notamment de la tenue de réunions régulières avec les différentes parties prenantes. En outre, il ya deux activités complémentaires qui ont été identifiées pour s'assurer d'un côté que le processus soit inclusif avec une implication des femmes et des médias et d'un autre côté pour assurer le suivi technique de la mise en œuvre de l'accord politique. Celles-ci seront mises en œuvre avec l'appui des partenaires locaux, y compris Search for Common Ground et d'experts internationaux.

Lors des élections présidentielles de 2010, les associations féminines ont mené plusieurs initiatives visant la création d'un climat favorable pour la tenue des élections. Parmi ces actions on relève l'organisation de caravanes de la paix, la mise en place d'une plateforme de paix avec l'appui de l'Institut de Gorée au Sénégal et des actions de plaidoyer par l'Association des Femmes Militaires et Paramilitaires. Cependant, la portée de ces initiatives a été limitée de part le caractère ad hoc et le manque de coordination entre les différentes interventions. En outre, ces actions portaient surtout sur l'apaisement social, plutôt que sur une médiation propre de la part des femmes. Cela s'explique notamment par le fait que les femmes leaders de ces associations manquaient les compétences nécessaires pour pouvoir exercer une influence réelle sur les acteurs politiques. C'est pour remédier à ces insuffisances que le présent projet va s'évertuer à créer l'espace, les compétences et les mécanismes nécessaires pour s'assurer qu'au delà de leur contribution à l'apaisement, les femmes leaders peuvent influencer positivement le processus de facilitation.

Dans cette perspective, certaines femmes leaders encadrées par les deux femmes guinéennes formées en médiation en 2011 par UNOWA et ONUFEMMES, ont initié des démarches de dialogue à travers un groupe consultatif informel pour la paix composé de toutes les tendances politiques. Ces femmes ont consulté l'ensemble des parties du spectre politique pour encourager les principaux acteurs à se joindre au processus de dialogue et d'engager l'opposition d'une manière constructive sur les questions contentieuses liées aux élections.

Pour appuyer ces démarches qui jusqu'à ce jour étaient de nature ad hoc et organique, le présent projet vise la mise en place d'un mécanisme de consultation systématique régulier avec la facilitation ainsi qu'avec les différents dirigeants politiques et les segments de la population. Le renforcement des capacités des femmes dans l'alerte précoce, la médiation et la résolution de conflits et l'implication des femmes dans le suivi du processus électoral à travers une plateforme de veille. Cet aspect du projet

s'assurera que le processus de facilitation soit inclusif et prend en compte les besoins spécifiques des femmes à travers leur participation effective.

Deuxièmement, la facilitation a identifié un besoin de renforcer les capacités des médias pour contribuer à la consolidation de la paix. Les médias locaux ont souvent accru les tensions entre les différents groupes et communautés politiques pendant les périodes de tensions. Les médias ont le potentiel de jouer un rôle positif pour apaiser les tensions et de présenter les événements d'une manière neutre et non politisée. Le projet appuiera l'organisation d'un atelier de formation sur le "journalisme pour la paix" (modules élaborés par Search for Common Ground), qui comprendra des exemples de différents pays sur les dangers des «médias de la haine».

Ces activités devront contribuer à renforcer la stabilité sociale et politique dans le Pays grâce à la tenue d'élections législatives apaisées participant ainsi à la consolidation de la Paix et de la sécurité.

Comme la nomination de SRSRG Djinnit en tant que facilitateur international n'était pas accompagnée d'un budget spécifique, l'appui financier du Fonds de Consolidation de la Paix pour ce projet est indispensable. En effet, sinon les Nations Unies perdraient une occasion cruciale pour aider à façonner les résultats politiques des processus en cours en Guinée en ligne avec les valeurs des Nations Unies.

## **COMPONENT 2: (the "What") (maximum one and a half pages)**

### **a) Project focus and target groups**

Le but de ce projet est d'apporter un financement pour les coûts encourus par le Facilitateur et le comité de suivi pour les réunions avec les groupes d'intérêt politique Guinéens à travers le processus de dialogue. Ceci inclus la planification de diverses réunions avec les parties prenantes (le Budget pour le PBF est basé sur les activités à réaliser par le Facilitateur et l'appui à son équipe technique) et le suivi des recommandations de l'accord politique. En effet, l'impact majeur du projet sera la relance du dialogue et la mise en place d'un accord global sur la finalisation de la transition.

Les bénéficiaires et cibles sont essentiellement les leaders politiques, les leaders religieux et d'opinions, les co-facilitateurs, le Premier Ministre et son gouvernement ainsi que le Président de la République. Afin d'assurer l'approche inclusive du dialogue et la prise en compte des préoccupations spécifiques des femmes dans l'achèvement de la transition, le projet veillera à une implication effective des femmes leaders, notamment celles des partis politiques et des organisations féminines encadrées par les deux médiatrices formées en 2011 par UNOWA et ONUFEMMES. Ces femmes ont un engagement personnel et institutionnel pour la paix et l'unité nationale dans le processus de facilitation ainsi que dans le suivi du processus électoral.

Aussi, les OSC, les forces armées et les populations restent des bénéficiaires secondaires. Par ailleurs, le facilitateur international et son équipe technique d'appui restent les bénéficiaires directs principaux du projet.

### **b) Theory of changes: linking activities to results**

Si un appui conséquent et permanent est fourni au facilitateur international en lien avec les facilitateurs nationaux et en synergie avec le cadre d'action et de concertation des femmes pour la paix, alors les efforts en cours pourront être capitalisés et aboutir à la mise en place d'un accord formel qui permettra d'organiser des élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques.

Ainsi, la réalisation de la facilitation internationale au sein du collège des facilitateurs et en harmonie avec les co-facilitateurs nationaux sera donc une aubaine pour restaurer la confiance entre les acteurs politiques et permettra d'amorcer le dialogue entre les différents groupes d'intérêt politique, notamment entre le gouvernement et l'opposition afin de relancer le dialogue et d'aboutir à un accord politique permettant l'organisation d'élections libres, transparentes, inclusives et pacifiques.

### COMPONENT 3: (the "How" or Implementation Strategy) (maximum one and a half pages)

#### **a) Implementation approach**

La méthodologie de la facilitation sera flexible et sensible au contexte et s'adaptera au caractère volatile. Elle aura lieu en 2 phases :

##### **- Phase I : Pendant le processus**

La méthodologie sera adaptable, et tiendra compte de l'évolution des dynamiques du conflit, l'évaluation des forces, faiblesses et efficacité des stratégies et tactiques de facilitation ; décidera des ajustements et autres méthodes. L'UNOWA fournira un suivi du processus à travers des visites qui auront lieu au cours du processus.

Les Nations Unies joueront un rôle de facilitateur principal au sein du collège des facilitateurs tout en veillant au suivi de la mise en œuvre des décisions et accord issus des négociations. À travers le facilitateur, il sera déployé à Conakry une équipe de conseillers de haut niveau et de techniciens spécialistes des processus de facilitation et/ou électoraux en vue d'appuyer par des analyses étayées les propositions du collège de facilitateurs. Pour mener à bien son mandat, le Facilitateur international, réalisera des consultations périodiques avec le leadership de la communauté internationale résident en Guinée; il sera appuyé dans la conduite de cette mission de manière spécifique par un conseiller principal en facilitation en plus de l'équipe de UNOWA qui sera mobilisée sur la mission. Il sera également appuyé par l'équipe Pays du SNU en Guinée ainsi que par les équipes des services politiques de New York.

Les équipes de Conseillers travailleront sous la supervision directe de l'UNOWA et du Coordonnateur Résident du Système des Nations Unies en Guinée. Elles donneront à l'UNOWA, DPA et au PNUD, des informations et analyses sur la situation politique et sécuritaire à Conakry.

Les efforts de médiation des femmes seront coordonnés à travers un appui à la mise en place et au fonctionnement d'un cadre de concertation et d'actions des femmes pour la paix et l'unité nationale. Les membres du cadre seront tout d'abord formés en analyse de conflit, médiation, alerte précoce et réponses rapides afin d'acquérir les compétences et les approches nécessaires dans leur démarches de médiation et leurs analyses de la situation sociopolitique. Sur cette base elles continueront les consultations informelles, les séries de plaidoyers et de sensibilisation avec les principaux acteurs et leaders des partis politiques de la mouvance et de l'opposition pour une reprise du dialogue et maintenir le cap. Ces efforts de médiation informelle des femmes permettront de lever dans l'ombre les blocages entre ces différents acteurs et alimenteront le processus formels de médiation et les analyses sur la situation sociopolitique. Un mécanisme d'échanges d'informations sera mis en place entre le cadre de concertation des femmes et l'équipe de facilitation à travers (i) la soumission de rapports hebdomadaires faisant le bilan des incidents majeurs et les risques potentiels, les perceptions sur l'évolution du contexte ainsi que les recommandations envers les différents intervenants au niveau national et international ; (ii) des échanges réguliers avec l'équipe de facilitation et le Système des Nations Unies en Guinée. Les femmes collaboreront également avec les médias pour échanger de leurs expériences à travers des émissions sur la télévision et les radios nationales.

Le projet pourra bénéficier spécifiquement de l'appui de HCDH à travers des activités liées aux questions des droits humains, de justice et de sécurité en lien avec le PNUD. Aussi, l'expert en genre du Bureau du coordonnateur résident sera mise à contribution en ce qui concerne l'implication des femmes au processus de dialogue. Une passerelle sera établie au besoin avec les autres projets notamment le Projet d'Appui au Cycle Electoral (PACE), et les activités de dialogue.

## - Phase II : Après l'achèvement du processus

Pour assurer le suivi des recommandations de l'accord politique obtenu suite au processus de dialogue, une équipe d'experts sera déployée. Il sera composé de 4 Experts Régionaux en processus électoraux qui seront basés dans les Régions administratives en vue de renforcer la confiance des acteurs politiques à travers l'appui et le suivi des actions sur le processus électoral en dehors de la capitale. Quatre autres experts en processus électoraux seront recrutés et pris en charge par d'autres partenaires afin de couvrir les huit (08) Régions administratives. Aussi, un Expert Juridique sera déployé pour apporter une assistance juridique sur les questions électoralés. Par ailleurs, une expertise en Genre et en Droits de l'Homme sera mise au profit de la facilitation pour assurer la prise en compte transversale de ces thématiques dans le processus de facilitation et la mise en œuvre des recommandations. Ces deux dernières expertises peuvent être assurées par les ONGs internationales. Le suivi des expertises en Genre et Droits de l'Homme sera assuré par le Haut Commissariat au Droits de l'Homme (HCDH) et l'Expert en Genre au Bureau du Coordonnateur Résident.

L'implication du cadre de concertation et d'actions des femmes continuera au delà du processus de facilitation à travers leur participation dans le comité de suivi des recommandations de l'accord politique et leur implication dans la mise en place et la gestion d'une plateforme de veille des femmes en faveur d'un déroulement pacifique, transparent et régulier du scrutin. La plateforme consistera à positionner des femmes dans les différents bureaux de vote et de centraliser les informations à travers une salle de veille gérée par 15 femmes à Conakry. Cette salle sera responsable pour la collecte, l'analyse et le traitement des données reçues des observatrices et pour assurer le suivi des incidents signalés par les observatrices auprès des autorités compétentes, dont la CENI, la Préfecture ou la Sécurité.

Parmi ces actions prioritaires, le Secrétaire Général des Nations Unies a mis l'accent sur la documentation des leçons apprises et la gestion des connaissances dans le domaine de la médiation. Cela fait partie intégrante de la professionnalisation des efforts de médiation des Nations Unies. Dans cet esprit, une évaluation indépendante sera conduite à la fin du processus de facilitation, permettant d'examiner les succès et échecs du processus de médiation en Guinée et pour identifier les leçons apprises pour de futures actions de médiation, en alignement avec l'expérience et la méthodologie de l'unité d'appui à la médiation du DPA (MSU). L'évaluation finale sera conduite pendant 10 jours avec des entretiens à Conakry, New York et Dakar. Elle fera l'objet d'un large partage au sein du Système des Nations en Guinée et ailleurs afin de capitaliser les leçons apprises.

Le financement du PBF pour ce projet est donc une opportunité pour les Nations Unies pour aider à produire des résultats en lien avec ses valeurs et à renforcer sa notoriété dans la conduite de sa mission de médiation.

*Poste de dépenses*

postes	# de rencontres/consultations
<b>1. Rencontres</b>	4
Logement	4
Repas	4
Chambres/décoration/voyage international	4
Voyage local	4
sécurité	4
<b>2- Facilitation des femmes leaders</b>	
Consultants	1
Formation	1
Soutien aux rencontres	5
<b>3. visite du facilitateur en Guinée</b>	
Guinée	5
Appui Co facilitateur	2
<b>4. Facilitation guinéenne</b>	
Participant aux assises	150
Per diems consultants (60 jours *3)	180
<b>5. Évaluation</b>	
Visite d'évaluation UNOWA (3 jours)	2
MSU Leçons apprises/ meilleures pratiques	1
audit	1

**b) Budget**

**Budget global**

PBI PROJECT BUDGET			
CATEGORIES	PNOD	Amount Participating Agency	TOTAL
1. Staff and other personnel	362,000	0	362,000
2. Supplies, Commodities, Materials	50,000	0	50,000
3. Equipment, Vehicles, and Furniture (including Depreciation)	131,230	0	131,230
4. Contractual services	150,000	0	150,000
5. Travel	183,864	0	183,864
6. Transfers and Grants to Counterparts	290,000	0	290,000
7. General Operating and other Direct Costs	40,000	0	40,000
<b>Sub-Total Project Costs</b>	<b>1 207 094</b>		<b>1 207 094</b> ✓
8. Indirect Support Costs*	84 497		84 497 ✓
<b>TOTAL</b>	<b>1 291 591</b>		<b>1 291 591</b> ✓

## Budget détaillé

N°	Description	Quantité	Coût unitaire	Montant US
<b>1</b>	<b>Visitas Facilitateur International</b>			
	BRSO trips to Guinea			
	DSA	100	281	28,100
	Airfare	20	3,037	60,740
	Terminal Expenses		1,520	1,520
	Operating Expenses			
	Vehicule Rental	180	100	18,000
	Fuel			4,230
	Hospitality			5,000
	<b>TOTAL R1:</b>			<b>117,590</b>
<b>2</b>	<b>Experts Internationaux</b>			
	Deployment of UNOWA Electoral advisor			
	DSA	120	281	33,720
	Airfare	1	700	700
	Terminal Expenses		404	404
	Deployment of UNOWA advisors (political, mediation, security, pio)			
	DSA	120	281	33,720
	Airfare	12	700	8,400
	Terminal Expenses		4,560	4,560
	Principal facilitation Officer (consultant)			
	Honorary (months)	3	23,000	69,000
	Airfare	1	2,000	2,000
	4 Regional Coordinators (consultants)			
	Honorary (months)	16	15,000	240,000
	Airfare	4	2,000	8,000
	Legal Advisor			
	Honorary (months)	3	15,000	45,000
	Airfare	1	2,000	2,000
	4 Drivers			
	Salary (months)	16	500	8,000
	Operating Expenses			
	Vehicule Rental (4)	160	100	64,000
	Fuel			40,000
	<b>TOTAL R2:</b>			<b>559,504</b>
<b>3</b>	<b>Appui aux femmes et médias pour un processus inclusif et pacifique</b>			
	Mise en place et fonctionnement du cadre de concertation			30,000
	Renforcement des capacités des Femmes en (1) leadership (2) médiation, analyse & résolutions de conflit etc.			
	Frais logistique de la formation	2	20,000	40,000
	Honoraires, DSA et voyage formateur	2	20,000	40,000
	Soutien aux initiatives d'apaisement et de médiation informelle des femmes:			
	Frais logistique/déplacements liés aux rencontres avec les principaux acteurs			60,000
	Organisations d'actions de plaidoyer et événement sociaux			
	Déplacements à l'intérieur du pays			
	Renforcement des capacités des médias			40,000
	Mise en place et gestion d'une plateforme de veille			50,000
	Expertise genre pour l'accompagnement du cadre			30,000
	<b>TOTAL R3:</b>			<b>290,000</b>
<b>4</b>	<b>Organisation des rencontres avec les principaux acteurs et collège des facilitateurs nationaux</b>			
	Rencontre avec les autorités gouvernementales			30,000
	Rencontres bilatérales avec les principaux acteurs			60,000
	Appui aux Collège des facilitateurs nationaux			50,000
	Rencontres CENI et partis politiques pour le suivi de l'accord			50,000

	Signature et diffusion de l'accord politique		20,000
	<b>TOTAL R4:</b>		<b>200,000</b>
5	<b>Suivi et reporting</b>		
	Evaluation, documentation et partage des leçons apprises		40,000
	<b>TOTAL R5:</b>		<b>40,000</b>
	<b>Total Project Costs</b>		<b>1,207,094</b>
	<i>Indirect support costs (1%)</i>		<i>12,487</i>
	<b>TOTAL GENERAL:</b>		<b>1,251,691</b>

#### **c) Sustainability**

Le facilitateur en lien avec son équipe veillera à l'émergence de compétences et de dynamiques internes au sein du collège de facilitateur pour assurer la continuité des acquis du processus de dialogue. Aussi, les équipes du Premier Ministre seront outillées à travers des dynamiques organisationnelles de partage d'expérience et de compétences pour assurer la poursuite du dialogue. Le facilitateur contribuera à renforcer le cadre permanent de dialogue et à assier les bases d'un véritable leadership national en matière de dialogue et de facilitation des négociations en vue de contribuer à la consolidation de la paix de manière durable.

#### **d) Risk management**

La situation en Guinée est actuellement caractérisée par un haut degré de méfiance entre toutes les parties. Il sera impératif que le régime politique actuel et la bonne foi de toutes les parties permettent de rétablir le dialogue et d'organiser les élections législatives d'une manière crédible et pacifique.

Risques et hypothèses à considérer sont:

1. Les tensions socio-économiques: En Guinée, la tension a augmentée en raison de sentiments croissants parmi les populations que le gouvernement n'a pas réussi à fournir les services sociaux de base et à tenir ses promesses en matière de développement économique, de l'électricité et de l'emploi. La non prise en considération des préoccupations des différents secteurs de la société guinéenne à travers un dialogue inclusif, pourrait conduire à d'avantage de mécontentements.

2. Les menaces de sécurité: À ce jour, il ya plus de 30 morts qui ont été enregistrées à la suite de violents affrontements qui prennent un caractère de plus en plus ethnique. En outre, il ya des rapports que des milices ethniques auraient été créés et que les jeunes militants cherchent à s'armer. La capacité de l'armée, de la police et de la gendarmerie pour maintenir efficacement l'ordre public dans le strict respect des droits de l'homme risque d'être sous pression à cause d'une augmentation des manifestations politiques.

3. La rupture du processus de dialogue: Le retrait ou la suspension de la participation d'une des parties au processus de dialogue pourrait conduire à un blocage complet du pays et provoquer des violences vu les positions tranchées des parties. Il est à noter que la rupture du dialogue ces derniers mois a exacerbé la tendance à vouloir régler les différends par la violence, en témoigne les dernières manifestations de l'opposition et les affrontements et violences qui en ont découlé.

Le défaut d'obtenir un consensus sur la voie à suivre entre les parties prenantes en Guinée pourrait mettre le pays en danger de grande instabilité et accroître la possibilité d'un conflit ouvert. Au pire, les conflits internes pourrait produire une crise humanitaire majeure en Guinée et entraîné le déplacement de centaines de milliers de personnes fuyant Conakry et d'autres grandes villes à la recherche d'endroits sûres. L'impact des flux de réfugiés vers les pays voisins pourrait avoir des conséquences désastreuses. En outre, le risque de contagion est élevé. Il est à rappeler que la Guinée partage des frontières avec quatre pays qui ont souffert de graves conflits armés ou d'instabilité politique au cours des 10 dernières années - Côte d'Ivoire, Sierra Leone, Guinée-Bissau et Libéria.

Toute fois, il est envisagé des mesures et actions pour atténuer ces risques qui sont notamment:

- les actions de plaidoyer, lobbying et de sensibilisation en direction des acteurs du dialogue et portées par les acteurs des OSC et les sages
- la mise en place de mécanismes informels de pression et d'influence constantes en direction des acteurs directs et indirects du dialogue y compris le Chef de l'État à travers le mécanisme de pression par les paires notamment mais aussi portés par les religieux, les sages, le réseau des femmes et les autres personnalités politiques
- les actions du comité de suivi du processus de dialogue et des accords issus du dialogue

Ces actions seront déployées et maintenues durant tout le processus de dialogue et de la mise en œuvre de l'accord politique

Risque	Probabilité du risque (élevé, moyen-doux)	La gravité de l'impact sur le projet (élevée, moyenne, faible)	Stratégies atténuation
1-Manque de consensus sur les modalités d'organisation des élections législatives	Elevé	Elevé	Plaidoyer
2-Violences pré-électorales et intercommunautaires	Elevé	Elevé	Sensibilisation des leaders politiques, mobilisation des forces sociales, programmes d'éducation civique
3-Exacerbation des tensions sociales et Généralisation des propos incitatifs à la haine intercommunautaire	Elevé	Elevé	Sensibilisation et animation
4-Rupture du dialogue par le retrait ou la suspension de la participation de l'une des parties.	Moyen	Elevé	Pression par les pairs et par la communauté internationale, le lobbying et le plaidoyer des sages, des religieux et des réseaux des femmes.
5-Remise en cause du nouvel ordre constitutionnel	Elevé	Elevé	Plaidoyer, sensibilisation, lobbying, dialogue
6-Manque de volonté politique chez les principaux acteurs	Elevé	Elevé	Plaidoyer et sensibilisation
7- Une multiplication de l'intolérance ethnique conduisant à une exacerbation des discours ethniques, une escalade et une récupération.	Elevé	Elevé	Code de bonne conduite des partis politiques sensibilisation
8- Exacerbation des clivages par les médias	Elevé	Elevé	Respect du code des médias







		<b>Produit 3 : Une assistance technique électorale est fournie pour contribuer à la mise en œuvre technique des recommandations issues du dialogue politique</b>			
		Existence d'une équipe d'appui non fonctionnelle	Recrutement d'une expertise indépendante en liste électorale pour renforcer la confiance des parties prenantes du processus électoral	# d'experts mise à disposition pour faciliter le processus	Organiser le processus d'appui technique pour le suivi des recommandations
Membres de l'équipe technique disponible à la demande pour le suivi des recommandations			Organiser diverses réunions techniques entre les experts, le CENI, les partis politiques et les partenaires	# de réunions organisées	Rédiger les TDR
Accord de sortie de crise signé			Organiser une cérémonie de signature et diffusion de l'accord	Niveau de consensus	Recruter les experts
			Capitaliser et partager les leçons apprises	Existence de l'accord signé	Organiser diverses réunions techniques avec les acteurs clés
				Existence d'une évaluation du processus	Organiser une cérémonie de signature et diffusion de l'accord
					Conduire une évaluation externe du processus
					559,504
					50,000
					20,000
					40,000

#### **COMPONENT 4: (The "WHO")**

##### **a) Implementing agencies and their capacity:**

Le Projet est mis en œuvre par le PNUD et UNOWA qui sont choisis en fonctions de leurs avantages comparatifs :

Le PNUD a un avantage comparatif certain à cause de son expérience dans le pays et de ses capacités avérées en matière de renforcement de la gestion opérationnelle et technique de ce genre d'opérations ainsi que de son expérience dans l'animation de cadre de dialogue. Elle fera office d'agence d'exécution administrative. Ce choix a été aussi déterminé par ses performances dans l'exécution du projet dans la médiation internationale en 2010. En outre, ceci permettra d'établir des liens synergiques et complémentaires entre les actions en cours du projet d'appui au cycle électoral (PACE) du PNUD dont il assure la gestion technique, administrative ainsi que la coordination des partenaires à travers le basket fund. Le présent projet servira à créer les conditions nécessaires pour un déploiement efficace et efficient de l'expertise et de l'appui technique des Nations Unies aux opérations électorales, tels que définit dans le PACE. Alors que le PACE était formulé pour un appui aux opérations électorales, les experts régionaux prévus dans le cadre du suivi du dialogue concernant le présent projet, apporte un élément essentiel qui représente une expression concrète de l'engagement de la communauté internationale à mettre en place les mesures de renforcement de la confiance des acteurs politiques et des populations. Par ailleurs, les complémentarités avec le projet de dialogue inclusif et durable permettront de consolider les acquis de ce dernier en termes de facilitation, de cadre de concertation locale et de renforcement des capacités de médiation.

L'UNOWA, est l'institution qui fournit des services techniques, de par le mandat qui est donné à Monsieur Saïd DJINITI, Représentant Spécial du Secrétaire Général des Nations Unies dans la conduite de ce dossier. Aussi, a été pris en compte son expérience dans les processus politiques ainsi que ses performances dans le cadre du Groupe International de Contact sur la Guinée en 2009-2010.

L'ONG Search for Common Ground en lien avec l'Expert Genre du Bureau de Coordination (ONU Femmes/PBSO) assurera l'accompagnement des initiatives d'apaisement et de médiation informelle du cadre de concertation et d'actions des femmes leaders compte tenu de son implication à la mise en place de l'initiative, de son expérience avérée en matière d'accompagnement organisationnel et des résultats obtenus dans la mise en œuvre de projets précédents du Plan Prioritaire pour la Consolidation de la Paix.

##### **b) Project Management Arrangements and coordination:**

La gestion et supervision du projet sera de la responsabilité de l'agence d'exécution (le PNUD) en étroite collaboration avec l'UNOWA qui fournira les éléments politiques.

Le suivi sera mené selon les procédures du PNUD.

A cet égard, l'équipe d'appui à la facilitation apportera sa collaboration au PNUD dans la finalisation des rapports périodiques du PBF, et/ou des partenaires.

Par ailleurs, ce projet est réalisé en partenariat avec le gouvernement Guinéen qui a la responsabilité de faciliter la mise en œuvre des toutes les activités du projet et aussi de s'assurer de la réalisation effective de toutes les activités du projet.

Enfin, il est important de noter que le projet collaborera très étroitement avec le secrétariat permanent du PBF-Guinée comprenant un Coordinateur, un chargé de programme et un spécialiste de suivi-évaluation qui veillera à son intégration dans les mécanismes globaux de coordination, de reporting et de suivi-évaluation du Plan Prioritaire. Cette Unité veillera également à la création de synergies et/

de cohérences avec les instances de pilotages et de suivi, ainsi que des autres projets PBF et à l'analyse des leçons qui seront engendrées

Le présent projet sera sous la supervision globale du Coordonateur Résident. La supervision technique du projet sera faite par le PNUD ainsi que la gestion administrative. Le PNUD assure la coordination, entre ce projet et les autres projets PBF liés. Le présent projet bénéficiera de l'accompagnement du point focal pour le suivi du Plan Prioritaire au sein de la Primature.

*c) Dispositions administratives (paragraphe standardisés: ne pas retirer)*

Le projet bénéficiera de l'appui technique du MPTF et du PBSO en matière d'appui conseil et de mise en relation, de formation et de facilitation d'échanges SUD-SUD.

Ce projet observe le mode de gestion et de fonctionnement du Fonds mis en place. Les fonds seront gérés par le PNUD et suivis par ce dernier du point de vue administratif. Les rapports financiers et narratifs à la fin du projet seront soumis par des comptes rendus réguliers, seront présentés au Comité de Gestion du PNUD pour information, suivi et prise de décisions.

Le Bureau du PNUD MPTF sert d'Agent administratif (AA) du PBF et est responsable de la réception des contributions des bailleurs de fonds, le transfert de fonds aux organisations bénéficiaires des Nations Unies, la consolidation des rapports narratifs et financiers et la présentation de celles-ci à l'PBSO et les bailleurs de fonds PBF. Comme Agent administratif du PBF, le Bureau MPTF transfère des fonds aux agences récipiendaires (RUNOS) sur la base du protocole d'accord signé entre chaque RUNO et le Bureau MPTF.

**Propriété de l'équipement, des fournitures et autres biens**

La propriété des équipements, fournitures et autres biens financés par le PBF est dévolue à l'agence responsable des activités. Les questions relatives au transfert de propriété par le RUNO doivent être déterminées conformément à ses propres politiques et procédures applicables.

L'agent administratif du PBSO fera en sorte que les opérations du PBF soient rendues publiques sur le site PBF (<http://unpbf.org>) et le site Web de l'Agent administratif (<http://mptf.undp.org>).

**COMPOSANTE 5: Annexes**

**Annexe A: Cartographie des bailleurs de fonds en consolidation de la paix résultat stratégique Analyse (Voir Document du Plan Prioritaire Page 20 à 22)**

**Annexe B: Cartographie des organismes bénéficiaires de l'ONU (voir document du Plan Prioritaire page 22 à 23)**

## ANNEX D

### TARGET TABLE FOR OUTCOME AND OUTPUT INDICATORS OF THE RESULTS FRAMEWORK

*This target table will be used for reporting (see templates 4.2 to 4.5).*

*Using the Programme Results Framework from the Project Document - provide an update on the achievement of indicators at both the outcome and output level in the table below. Where it has not been possible to collect data on indicators, clear explanation should be given explaining why, as well as plans on how and when this data will be collected.*

**This target table will be used for MPTFO reporting**

	Performance Indicators	Indicator Baselines	Planned Indicator Targets	Targets actually achieved
<b>Outcome 1<sup>3</sup></b> Les activités de facilitation du dialogue national entre les acteurs politiques guinéens aidant à atténuer les tensions politiques et sociales pour des élections législatives apaisées	Cadre de dialogue permanent et inclusif fonctionnel  Un accord politique signé sur l'organisation des élections législatives	Dialogue inter-Guinéen non-existant	Un cadre de dialogue inclusif fonctionnel  Accord signé entre les acteurs politiques sur l'organisation des élections législatives	
<b>Output 1.1</b> La Facilitation dispose d'une équipe technique à Conakry pour appuyer de façon continue le dialogue entre les acteurs politiques guinéens afin de conduire à des élections législatives libres, transparentes, sécurisées, inclusives et apaisées	Indicator 1.1.1 # de rencontres organisées  # de coalitions prenant part  # de déplacements du facilitateurs sur Conakry	Deux rencontres organisées sous l'égide du Premier Ministre	3 coalitions participent aux rencontres  au moins 10 déplacements	
	Indicator 1.1.2 # structures et d'alliance participant aux rencontres  # de rencontres avec le Président  # de rencontres avec les principaux leaders  # de rencontres avec le cadre de concertation des femmes	Retrait de l'opposition du cadre	3 alliances participent aux rencontres  3 rencontres avec le chef de l'État  9 rencontres avec les principaux leaders  3 rencontres avec le cadre de concertation des femmes	

<sup>3</sup> Either country relevant (from the Priority Plan or Project Document) or PMP specific.

<b>Output 1.2</b> Les femmes et les médias sont outillés pour apporter leurs capacités de médiation au service du dialogue et du travail de facilitation.	<b>Indicateur 1.2.1</b>  Cadre de concertation des femmes leaders médiatrices fonctionnels  # de positions négociées par les femmes incluses dans l'accord politique  # de femmes représentées dans le comité de suivi des recommandations de l'accord	Rencontre du facilitateur avec le cadre des femmes guinéennes  Inexistence d'une chambre de veille	Au moins 2 positions négociées par les femmes incluses dans l'accord politique.  Au moins 2 femmes représentées dans le comité de suivi des recommandations	
	<b>Indicateur 1.2.2.</b>  Plateforme de veille des femmes fonctionnelle  # de femmes impliquées dans la surveillance des bureaux de vote	néant	Plateforme de veille des femmes fonctionnelle  Au moins 20% de femmes impliquées dans la surveillance des bureaux de vote.	
<b>Output 1.3</b> Une assistance technique sectorale est fournie pour contribuer à la mise en œuvre technique des recommandations issues du dialogue politique	<b>Indicateur 1.3.1</b>  # d'experts impliqués dans le suivi des recommandations de l'accord mise en œuvre  # de recommandations de l'accord mise en œuvre	néant	Au moins 3 experts  Au moins 80% des recommandations de l'accord mise en œuvre	
	<b>Indicateur 1.3.2</b>  Disponibilité de l'évaluation du processus de facilitation y inclus les leçons apprises	néant	Rapport disponible et diffusé	